

Willi Müller

vironnement en Europe que la Commission a présenté avec l'appui du Parlement.

La décision a été prise de justesse. Il s'en est fallu de peu que le Conseil ne donne pas son accord au principe du « pollueur payeur ». Cela, nous ne devons pas l'oublier et nous devons donc faire preuve d'une certaine prudence.

Je crois qu'il faudrait envisager aussi la possibilité, toujours ouverte aux États membres de la Communauté, de conclure des accords entre eux, et d'amener les gouvernements intéressés à agir plus efficacement dans certains domaines particulièrement menacés.

Je pense notamment à la lutte contre la pollution de l'eau, en particulier du Rhin ; il est tout simplement incompréhensible que l'on ne cherche pas à se mettre d'accord si l'on n'avance plus, sinon à petits pas. Je ne dis pas qu'il soit mauvais de progresser à petits pas, mais il faudrait enfin aussi faire un pas décisif, et nous ne devons pas prendre comme exemple la procession dansante d'Echternach — où l'on fait deux pas en avant et un pas en arrière. C'est là qu'est l'erreur à mon avis.

Je ferai remarquer une fois de plus, à l'adresse de M. Scarascia Mugnozza, qu'il est capital que soit mise au point une sorte de norme européenne, de nouveau label de qualité de la protection de l'environnement, et que, dans ce but, toute considération d'ordre national soit laissée de côté. Les parlements nationaux devraient insister pour que soit atteinte cette norme de qualité que l'on pourrait appeler euronorme.

J'en arrive à ma conclusion. Compte tenu des points de vue exprimés par des collègues appartenant aux tendances les plus diverses — car, lorsqu'il s'agit de la protection de l'environnement, nous faisons tous partie, je crois, d'un grand groupe politique — chacun comprendra que cette norme ne pourra évidemment pas être fixée de façon uniforme pour l'ensemble du territoire, pour presque toute la superficie de l'Europe. Il faut au contraire l'adapter aux différentes conditions existantes.

Nous pourrions, ainsi, faire des progrès et mettre un terme, une fois de plus, aux considérations presque incompréhensibles, sinon absolument surannées, selon lesquelles la protection de l'environnement pourrait être garantie à l'intérieur du territoire d'un État national, alors que chacun sait qu'il s'agit d'un problème mondial, et que, vu son envergure, même des solutions européennes paraissent encore modestes et pourraient presque être qualifiées de régionales.

(Applaudissements)

M. le Président. — M. Noè a demandé à intervenir brièvement avant M. Scarascia Mugnozza, pour répondre à la question soulevée par M. Scott-Hopkins.

La parole est à M. Noè.

M. Noè. — (I) Je voudrais simplement fournir une explication à M. Scott-Hopkins. Ce que j'ai dit tout à l'heure va précisément dans la direction qu'il a indiquée.

J'approuve le principe d'une redistribution qui accorde aux industries, quel que soit leur niveau — et c'est là un autre thème important dont nous devons discuter un jour — et aux centres urbains la possibilité d'aboutir à des solutions à bon marché, à des solutions optimales étudiées pour l'ensemble d'un bassin.

Par contre, si nous adoptons le principe de l'incitation, le pollueur, qu'il s'agisse du maire d'une commune ou du directeur d'une entreprise industrielle, se trouve devant l'alternative d'installer lui-même une station d'épuration ou de payer une amende. Mis à part le fait qu'il pourrait être tenté de choisir la seconde possibilité et donc de ne pas éliminer ses pollutions, même s'il optait pour la première solution, il serait amené à dépenser beaucoup plus qu'il ne serait nécessaire.

Je suis d'accord enfin sur l'euronorme souhaitée par notre collègue Müller ; seulement, comme les problèmes sont très différents selon les bassins, je souhaiterais qu'ils soient affrontés dans toute la Communauté avec une intensité égale, avec les mêmes techniques d'un niveau élevé et en relation étroite entre les différents bassins, afin que nous puissions aboutir à un échange d'informations et de résultats. Enfin, toujours à propos de l'euronorme, je dois dire que la difficulté ne consiste pas seulement à en fixer le niveau, mais aussi à procéder à son application, ce qui est autrement difficile.

Cet été j'ai visité un centre hydrographique sur le lac Léman où sont effectués des travaux sous l'égide de l'Agence Rhône-Méditerranée, qui a son siège à Lyon et qui travaille sur le lac Léman, le lac d'Annecy et le lac du Bourget. Pour chacun de ces lacs sont appliquées des techniques différentes. Sur le lac Léman, j'ai vu appliquer une technique tout à fait nouvelle qui consiste à pomper les eaux profondes, qui sont pauvres en oxygène et qui empêchent l'épuration, et à les évacuer. Cet exemple montre la complexité du problème sur lequel j'espère que nous pourrions revenir plus longuement l'automne prochain.

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza pour faire connaître au Parlement la position de la Commission des Communautés européennes sur les modifications adoptées par la commission de la santé publique et de l'environnement et les propositions de modification au texte présentées par cette dernière.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, je voudrais remercier M. Müller de son

Scarascia Mugnozza

rapport et exprimer ma gratitude à M. Della Briotta qui a commenté le rapport de M. Jarrot.

En ce qui concerne le premier rapport, la Commission approuve en principe la résolution présentée par la commission de la santé publique et de l'environnement et par M. Müller, mais elle n'approuve pas les modifications proposées à l'article 3 a) et b).

En effet, il s'agit ici d'un problème qui nous préoccupe depuis longtemps. Le Parlement européen a toujours adopté, d'un commun accord, le point de vue qu'il défend également cette fois-ci. Avec une cohérence tout aussi grande, le Conseil a toujours adopté une position totalement différente. La Commission n'a pas pu ne pas tenir compte de cette divergence de vues, entre autres parce que nous sommes d'avis, au fond, que le Conseil prendra une décision conforme à ses propres vues. En tout cas, sans entrer dans le détail de la querelle qui dure désormais depuis de longues années, je voudrais dire — si c'est là ce qui préoccupe le Parlement — que la Commission ne perd absolument pas son droit d'initiative en présentant une proposition qui doit être soumise à l'avis du Comité. Si le Comité se prononce à l'unanimité, la Commission reprendra évidemment sa proposition, exerçant ainsi son droit d'initiative. D'autre part, nous sommes d'avis qu'il serait préjudiciable de prévoir une procédure en vertu de laquelle, à la suite d'une décision, et dans l'attente d'une seconde décision, une disposition resterait en vigueur pendant deux ou trois mois pour être modifiée ensuite.

C'est pourquoi, tout en remerciant M. Müller et la commission de la santé publique et de l'environnement des propositions faites dans la résolution, je voudrais demander au Parlement de renoncer pour une fois à cette cohérence et de retenir le texte sous la forme présentée par la Commission exécutive.

Pour ce qui est du second rapport, je tiens à exprimer la satisfaction que j'éprouve devant le fait qu'il a été rédigé par un ancien membre du Parlement qui, aujourd'hui, est non seulement un des ministres du gouvernement français, mais plus particulièrement ministre de la qualité de la vie, et avec qui, par conséquent, je serai amené à traiter de ces problèmes. Je sais combien M. Jarrot prenait au sérieux la tâche que lui imposait son appartenance au Parlement européen. J'ai lu, d'autre part, avec un intérêt extrême, les déclarations qu'il a faites il y a quelques jours au journal « Le Monde ». Ces déclarations représentent son programme d'action, et je prie M. Bourges de dire à M. Jarrot que je souhaite trouver en lui le même enthousiasme et le même état d'esprit afin que, sur le plan communautaire, nous puissions avancer vers une politique de l'environnement qui réponde aux exigences de notre temps.

À propos de ce second rapport, je dirai que deux voies nous étaient ouvertes : celle de la recommandation et celle de la directive. Dans l'état actuel des

choses, nous n'étions pas disposés à présenter une directive, parce qu'elle aurait réclamé une étude plus approfondie et qu'elle aurait probablement provoqué chez certains États membres des réactions qui auraient pu aboutir à l'ensablement définitif ou prolongé du problème, en attendant que les différents pays procèdent à l'analyse de la situation existante. C'est pourquoi nous avons voulu délibérément suivre la voie de la recommandation, en indiquant quelques principes qui nous paraissent essentiels. Nous souhaitons que sur ces principes, un échange de vues très approfondi puisse s'engager avec les groupes d'experts et le Conseil de ministres. Il n'est pas improbable que cet échange d'idées s'engage dès la prochaine réunion du Conseil de ministres, qui aura lieu avant la fin du mois. Lorsque nous aurons délimité les problèmes et que nous nous serons rendu compte exactement de leur importance — car, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire au Parlement, il est facile de dire « le pollueur paie », mais il est difficile de traduire ce principe dans la réalité sans qu'apparaissent ne serait-ce que des distorsions de la concurrence — nous pourrons passer à la phase de la présentation d'une directive.

Je suis donc très heureux d'accepter l'invitation de M. Noë, invitation qu'ont réitérée MM. Scott-Hopkins, Bourges et Müller, de procéder l'automne prochain, compte tenu du calendrier de nos travaux, à un examen de la situation. J'irai même plus loin. Dans les prochains jours, je ferai parvenir à tous les membres de la commission le bilan de l'activité accomplie jusqu'à présent, bilan dont ils pourront tirer les éléments des propositions de directive qui ont été présentées, et qui leur permettra de se rendre compte du stade où en est leur examen, de l'état d'avancement des travaux du groupe de travail et de la possibilité de discussion au sein du Conseil de ministres. Ainsi, nous pourrons déjà nous faire une idée de la question, d'ici au mois d'octobre, et rectifier éventuellement notre orientation pour concentrer nos efforts sur les points essentiels. Dans ce contexte, je partage l'avis exprimé à plusieurs reprises que le problème des eaux est actuellement celui sur lequel nous devons concentrer tout particulièrement notre attention.

Quant à l'avis exprimé par la commission économique et commenté par M. Notenboom, je vous assure que nous en tiendrons compte en tout état de cause, même s'il n'est pas formellement annexé à la proposition de résolution, et que, par conséquent, notre appréciation englobera toutes les indications et toutes les préoccupations exprimées sur le plan économique.

Je voudrais dire, enfin, à M. Müller que son idée d'une euronorme est particulièrement séduisante, et que c'est précisément vers elle que nous nous acheminons. Elle nous permettra de fixer des critères selon lesquels nous orienterons notre travail et donc aussi la défense de l'environnement dans la Communauté européenne.

Scarascia Mugnozza

C'est précisément parce que nous ne pensons pas, compte tenu des situations existantes, qu'une norme puisse être acceptée par tous, que nous avons l'intention de nous orienter vers des directives qui constitueront les normes-cadres à l'intérieur desquelles devront se situer les législations nationales, plutôt que vers des règlements qui, quelquefois, en raison de leur caractère restrictif, pourraient être enfreints, au détriment évident de la Communauté. Cela dit, et après avoir donné mon avis sur les modifications proposées dans le premier rapport, je voudrais ajouter que je suis favorable aux amendements présentés par M. Noè à propos du second rapport.

M. le Président. — Je remercie M. Scarascia Mugnozza.

Personne ne demande plus la parole ?

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Willi Müller.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

Nous passons ensuite à l'examen de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Jarrot.

Sur le préambule et les paragraphes 1 et 2, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit. Je mets ces textes aux voix.

Personne ne demande plus la parole ?

Le préambule et les paragraphes 1 et 2 sont adoptés.

Au paragraphe 3, je suis saisi d'un amendement n° 1 présenté par M. Noè, et dont voici le texte :

« 3. approuve en principe la recommandation tout en espérant que dans les propositions plus spécifiques qui suivront, les redevances auront davantage une fonction de redistribution que d'incitation. »

La parole est à M. Noè pour défendre son amendement.

M. Noè. — (I) Monsieur le Président, je crois avoir déjà développé suffisamment l'amendement au cours de ma précédente intervention. Il est donc inutile que je me répète. Ceci vaut également pour mon amendement n° 2.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté et devient le nouveau paragraphe 3.

Au paragraphe 4, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix le paragraphe 4.

Le paragraphe 4 est adopté.

Au paragraphe 5, je suis saisi d'un amendement n° 2, de M. Noè, et dont voici le texte :

« 5. estime qu'il convient d'établir les objectifs de qualité sur la base d'espaces physiques opportunément choisis et invite la Commission à en tenir compte lorsqu'elle élaborera des propositions spécifiques. »

M. Noè a déjà défendu l'amendement.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 2.

L'amendement n° 2 est adopté et devient le nouveau texte du paragraphe 5.

Aux paragraphes n°s 6 à 10, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix les paragraphes 6 à 10.

Les paragraphes 6 à 10 sont adoptés.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (*).

12. Règlement concernant la création d'une fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le rapport de :

— M. Edgar Jahn, fait au nom de la commission de la santé publique et de l'environnement, sur la communication et la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à un règlement concernant la création d'une fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (doc. 93/74).

— Rapport de M. Luigi Marras, fait au nom de la commission des affaires sociales et du travail, sur la communication et la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à un règlement concernant la création d'une fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (doc. 94/74).

(*) JO n° C 76 du 3 juillet 1974.

(*) JO n° C 76 du 3 juillet 1974.